

Démocratie directe

Journal d'information locale des syndicats CNT du Mans et de la Sarthe

Numéro: 1

Edito :

A l'instar du capitalisme, le COVID 19 rend manifeste l'urgence pour la population de se défendre en tant que classe sociale, ainsi que la nécessité pour nous, de reprendre en main la gestion de nos intérêts.

Le choix du gouvernement de confiner la population et, dans le même temps, de faire travailler un maximum de personne pour maintenir les profits, relève d'une gestion de classe de la crise.

D'autres choix étaient possibles, comme par exemple, la fabrication et la distribution en masse de masques de protection associé au dépistage général de la population.

Des choix stratégiques, qu'il nous faudra bien imposer, si nous ne voulons pas sacrifier nos libertés collectives sur l'autel des intérêts privés.

**Donnez nous des masques...
et arrêtez le confinement !**



Assigné·es à résistance !

Nous dénonçons ce coup bas aux travailleur·euses que constitue "l'état d'urgence sanitaire" qui, loin de contribuer à leur juste protection et à la lutte contre la propagation du virus, augmente leur durée de travail, baisse les périodes de repos, permet aux patron·nes de contraindre leurs employé·es à prendre leurs congés et RTT durant la période de confinement. Nous appelons dès à présent à la généralisation du droit de retrait, à l'exercice légitime du droit de grève, dans toutes les entreprises et administrations ne respectant pas les mesures sanitaires liées au COVID 19.

Parce que nos valeurs ne seront jamais les leurs, face à la pandémie, à l'union sacrée, à la loi martiale, opposons la solidarité, l'entraide et la coopération, dans nos immeubles, nos rues, nos cours, dans un souci permanent de protéger les plus faibles.

Le combat doit se mener tant sous l'angle politique, (l'Etat en tant que gouvernement de l'Humain par l'Humain), qu'économique (la propriété des moyens de production, source du Capital en tant que moyen d'exploitation de l'Humain par l'Humain.).

Seul un changement dans l'organisation et dans les choix de la production sera en mesure de nous protéger aujourd'hui et demain, pour notre santé, nos libertés et notre environnement. Aujourd'hui encore, plus que jamais, tout ce que nous désirons est d'en finir avec les frontières, la hiérarchie, la subordination et les classes sociales.



Appel à la résistance et à l'entraide générale !



L'assemblée interprofessionnelle et interluttes 72

est composée de salarié·es de différents secteurs, de personnes sans emploi, de gilets jaunes, d'écologistes, d'étudiant·es et de lycéen·es qui luttent ensemble depuis décembre 2019 contre la retraite par points et son monde capitaliste.

Nous nous organisons pour faire face aux attaques menées par le gouvernement et le patronat, à la mise en danger de milliers de salarié·es, à la précarité des plus démunies, et pour construire des solidarités face à la crise sanitaire et au confinement.

Pour notre santé et nos droits, nous exigeons:

L'arrêt immédiat du travail dans les secteurs non-essentiels! Soutien aux salarié·es qui exercent leur droit de retrait! Appel à la grève pour forcer l'arrêt de ces secteurs!

- Le respect des mesures de sécurité sur les lieux de travail ! Du matériel de protection pour tou·tes celles et ceux qui travaillent (masques, gants et solutions hydroalcooliques en quantité suffisante)!
- La réquisition du matériel de protection des entreprises non-essentiels! Réquisition (Socialisation/Nationalisation) des entreprises privées de santé et de production de matériel médical et de protection, comme Luxfer (seule entreprise de fabrication de bouteilles d'oxygène médical en Europe qui a fermé en 2018) ! Seul·es les travailleur·ses sont légitimes à déterminer si leur activité est nécessaire en temps de crise!
- Le dépistage de masse pour tou·tes!
- La gratuité des transports en commun (moins d'interactions par le contrôle ou le paiement des tickets)! Remboursement ou non-prélèvement des abonnements, ou allongement équivalent à la durée du confinement!
- Des financements immédiats pour la réouverture des structures médicales fermées et recrutement massif des personnel·les! Un·e médecin·e traitant·e pour tou·tes!
- Une interdiction des licenciements! Renforcement des lois anti-patronales aux Prud'hommes (En Sarthe, la moitié seulement des postes d'inspecteur·rices du travail sont pourvus.)
- Le retrait de la loi d'urgence sanitaire (congrés payés imposés, 35 heures, etc)!

Le Tract

Suite du tract en téléchargement
<http://cnt72.lemanscipe.lautre.net/?p=174>



Initiatives populaires !

Appel à témoignages par le collectif Covid entraide/infos72

Après des décennies de casse de l'hôpital public, par la baisse des moyens, les suppressions de personnel, de lits, de matériel, et malgré des mises en garde et des appels d'urgence aux différents gouvernements quant à la situation désastreuse de l'hôpital public et des différents services de santé en France, nous subissons aujourd'hui, avec la crise sanitaire en cours, les conséquences directes de ces politiques d'austérité. Actuellement, des dizaines de témoignages, de vidéos,

d'alertes mettent en lumière la situation catastrophique des services de santé français... Soignant·es contaminé·es par manque de masques et autres EPI, forcé·es d'exercer à cause de manque de personnel, avec des masques parfois périmés, mettant ainsi en danger leur vie et celles de leur patient·es. Pénuries de médicaments, sélection des patient·es par manque de respirateurs et de lits. Directives hiérarchiques contradictoires, parfois dangereuses, d'une journée à l'autre...

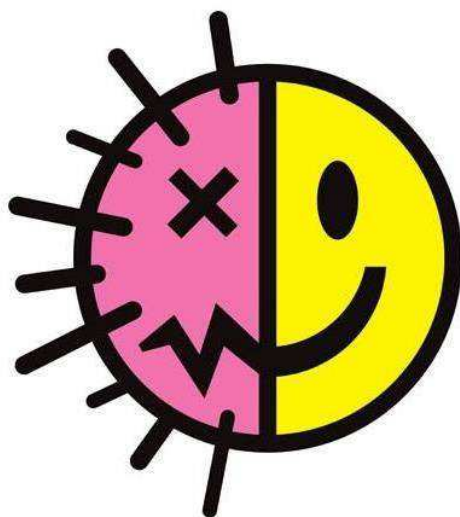
Dans les EHPAD, la situation est tout aussi dramatique, les résident·es ayant succombé·es au coronavirus se comptent déjà par centaines, leurs mort·es n'ayant même pas été pris·es en compte jusqu'à il y a quelques jours. Nous avons besoin de vos messages, de vos témoignages, si possible accompagnés de preuves (documents papier, enregistrements vocaux, photos, vidéos...), pour une grande mise en commun qui servira les luttes d'aujourd'hui et de demain !

Téléphone: 06 35 45 21 71

E-MAIL covid-temoignage@riseup.net

Ou postez vos vidéos directement sur la page Facebook

<https://www.facebook.com/coronavirusentraide72>



Nous sommes confiné-es depuis le 16 mars 2020.

Je fais partie des privilégié-es qui ont un extérieur, avec conjoint bienveillant et enfants, qui vivent dans un quartier tranquille classe moyenne aisée où l'on ne croise quasi jamais les FDO, ne perdent pas de salaire pour le moment (télétravail), et ont la peau blanche (Oui, ça aide.). Je peux même me permettre, hors mes déplacements pour les courses avec attestation dûment remplie, de me balader tranquillement dans mon quartier si l'envie m'en prend.

Et vous savez quoi ? Si je le fais, je culpabilise. Même quand je vais faire mes courses. Même si je sors avec un masque. Même si je ne dépasse pas les 200m d'éloignement de mon domicile. Je

ne culpabilise pas seulement, j'ai peur.

Pas peur du Covid-19, lui, je me dis que si il veut me choper, il trouvera bien un moyen.

Ça peut venir de mon conjoint qui, lui, est forcé de continuer à travailler à l'extérieur avec des mesures sanitaires aléatoires, (Croisons les doigts, en ce moment, c'est pas trop mal, mais ça n'a pas toujours été le cas et ça peut revenir...), de mes enfants en garde alternée qui passent d'un foyer à l'autre chaque vendredi, des quelques courriers que je reçois et que je prends sans gants, (Non, je ne sais pas plus combien de temps le virus survit à l'air libre ou sur les matériaux non-organiques que les scientifiques aux avis divergents en la matière. Si vous avez des informations

fiables et non-contradictaires, je suis preneuse.), des articles que je manipule à mains nues dans les magasins où sont passées des centaines de personnes avant moi infectées ou pas, ou simplement à la caisse des supermarchés où la distance de sécurité est impossible à respecter entre deux files d'attente contiguës.

Je n'ai pas non plus peur de contaminer quelqu'un au cas où je serai porteuse du virus: je sors avec un masque, et je respecte les distances de sécurité dans les rares cas où je croise quelqu'un-e.

"J'ai peur de mes concitoyen·nes qui trouvent légitime de perdre leur liberté."

Non, j'ai peur d'être verbalisée, d'être maltraitée physiquement et/ou verbalement par les FDO qui craquent leur slip depuis qu'elles ont les pleins pouvoirs grâce aux ordonnances du 23 mars 2020. (Bien que j'ai conscience d'encourir ce risque à une échelle bien moindre que les personnes racisé-es et/ou habitant·es des quartiers populaires.) J'ai peur de mes concitoyen·nes qui trouvent légitime de perdre leur liberté. J'ai peur des applaudissements tous les soirs à 20h qui héroïsent les soignant·es et les pénaliseront quand tout ça sera fini et qu'elles demanderont (encore) plus de moyens pour les hôpitaux, parce que voyez-vous, les héro·ïnes, ça donne sans compter, et ça ne s'abaisse pas à de basses considérations financières... (Elles travaillent pour la beauté du geste, mesdames messieurs, certainement pas pour de l'argent, allons donc...) J'ai peur pour tou·tes les salarié·es, dont je fais

partie, qui vont devoir accepter de travailler plus pour gagner moins, de s'asseoir sur leurs congés/vacances, pour redonner ses couleurs au grand Capital un peu trop blafard après de si mauvais traitements, le pauvre. Grand Capital, qui, semble-t-il, est la fin ultime de notre horizon à tou·tes. Ces mêmes travailleur·ses que l'on culpabilisera à grands coups «d'unité nationale» et «d'indispensable effort de solidarité», et qui acquiesceront, pensant travailler pour la communauté et récolter elleux aussi leur moment de gloire bien mérité, comme nos héro·ïnes soignant·es si inspirant·es en ce moment. («Comment se redonner une conscience» clés en main, on dormira mieux, et on oubliera encore plus facilement ce que l'on prenait déjà grand soin d'ignorer.) J'ai aussi peur des discours ambiants qui légitiment les violences policières. Celles-là mêmes qui commençaient à ne plus pouvoir se

caler avant le 16 mars, mais avaient encore le «mérite» d'être moralement condamnables, à défaut de l'être judiciairement parlant (Merci pas merci l'IGPN et les tribunaux d'injustice). Fini tout ça. «Elles» ont le droit. C'est marqué dans les ordonnances. Et aussi dans les décrets divers et variés dont l'interprétation reste à la discrétion de l'agent·e et de son besoin égotiste de goûter à un pouvoir inédit entre ses mains. Maintenant, si les FDO se prennent pour les rois/reines du monde, c'est tout simplement parce que les vilain·es récalcitrant·es les ont obligé·es à durcir leurs pratiques. Voilà, bien fait pour vous, fallait écouter dès la première fois, ça vous apprendra. Vous comprenez que la faute vous incombe à vous, qui n'avez pas voulu obéir au doigt et à l'œil, et à personne d'autre ? Oui, personne d'autre que vous.

"Comme en son temps Charlie fustigeait tou-tes ceux qui se refusaient à « être lui », la posture d'appel à «l'unité nationale» fait le job. Vous êtes avec nous ou contre nous. C'est à la fois simple à dire et facile à comprendre, what else ?"

En tout cas, certainement pas à nos dirigeants, non, certainement pas. Même s'ils ont sciemment ignoré les retours et conseils des pays déjà touchés par la pandémie depuis plusieurs mois. (On allait quand même pas mettre l'économie en péril pour quelques décès de prolos, si? Toute façon Mme Buzin elle a dit fin janvier que le covid il allait rester à Wuhan, alors, hein...) Même s'ils ont donné des informations contradictoires en quelques semaines, et continuent de le faire. (Le 12 mars après-midi, Mr Blanquer nous rassure en nous affirmant qu'il n'y a aucune raison de fermer les écoles, même

si l'annonce de leur fermeture est arrivée le soir. Le covid a dû s'introduire dans tous les établissements scolaires entre 16 et 18h, le fourbe...) Et la plus belle : le 11 mars, notre président plein d'allégresse nous enjoint à «ne renoncer à rien [...] et surtout pas à la liberté», pour nous taper violemment sur les doigts cinq jours plus tard si on osait suivre son exemple. (Le fait d'admettre enfin la dangerosité de la pandémie puisqu'elle semble s'attaquer à toutes les classes sociales, Assemblée Nationale comprise, y serait-elle pour quelque chose ? Non, sûrement pas...) Même s'ils profitent de la situation pour

instaurer un nouvel état d'urgence et démolir ce qui restait du code du travail, sape déjà entreprise à pas de loup depuis les derniers quinquennats, mais qui bénéficie dès lors d'une toute nouvelle et bienvenue légitimité. Plus besoin d'y aller en lousdé, on peut bourriner pépère, ça va passer. Et illes ont raison : ça passe. Comme en son temps Charlie fustigeait tou-tes ceux qui se refusaient à «être lui», la posture d'appel à «l'unité nationale» fait le job. Vous êtes avec nous ou contre nous. C'est à la fois simple à dire et facile à comprendre, what else ?

Plus facile, certes, que d'envisager que le parallèle avec Charlie ne s'arrête sans doute pas là. Que l'état d'urgence, comme celui destiné à lutter contre le terrorisme en son temps, finira probablement institutionnalisé, et qu'on ne verra pas où est le problème. Que le modèle social solidaire que des syndicats et militant-es divers essayaient tant bien que mal de préserver ne sera plus qu'une histoire racontée par nos grands-parents. Que le taux de pauvreté et de précarité continuera à grimper en flèche, mais qu'on s'arrangera pour garder à la limite la juste part nécessaire de la population pour éviter un trop fort sentiment d'injustice, dangereuse graine de révolution à étouffer dans l'œuf. On continuera de nous présenter le modèle capitaliste comme incontournable,

indispensable, achèvement parfait de tout modèle de société, au-delà duquel rien n'existe, sinon des utopies adolescentes et forcément immatures. Peu importe que des communautés au fonctionnement différent aient déjà existé, et continuent de le faire, à divers endroits du monde et moments de l'Histoire. Elles sont forcément vouées à l'échec, la preuve, elles finissent toujours par disparaître. Mentionner qu'elles ont à chaque fois disparu par une répression venue de l'extérieur, et non par un dysfonctionnement interne n'a aucun intérêt. Elles ne sont pas viables et c'est tout, on vous dit. Merci de penser dans le rang, ça apaisera tout le monde, et ça évitera qu'on durcisse les lois sur les libertés parce-que-si-vous-continuez c'est-ce-qu'on-va-faire-vous-

nous-y-obligez-ça-sera-de-votre-faute-venez-pas-vous-plaindre-après. Réfugions-nous plutôt dans le confortable nihilisme qui consiste à ressasser que l'Humain est mauvais, pourri, et que de toute façon, ça sert à rien, la preuve, y'a des guerres, des fafs, et les écosystèmes s'effondrent à cause de nous. (Faits réels et incontestables, va sans dire, et donc?) On niera au passage la contradiction entre ce discours affiché, mais tout en continuant à vivre, voire à faire des enfants, que l'on condamne donc sciemment et sans scrupules à grandir dans un monde de merde où nul espoir n'est permis. Le fait que ces personnes parviennent encore à dormir sur leur deux oreilles et se lever le matin restera éternellement un mystère pour moi ... (...)

Suite du texte page 07

"Que le modèle social solidaire que des syndicats et militant-es divers essayaient tant bien que mal de préserver ne sera plus qu'une histoire racontée par nos grands-parents."

Ceci est simplement une question d'humanité.

Par une travailleuse sociale de la CNT 72

Un décret du 24 Juin 2019, paru au Journal Officiel du 25 Juin en Application de la Loi Elan fixe les modalités de Réquisition de Locaux comme appartements vides, bureaux pour l'hébergement de personnes sans abris en situation de détresse médicale, psychique, ou sociale.

Le préfet doit par exemple recueillir l'accord du Maire lorsqu'il envisage de réquisitionner un local ou appartements situé dans un quartier prioritaire de la politique de la ville. Pour la ville du Mans ces deux quartiers sont : Les Glonnières et les sablons.

Il est important et urgent en raison de la propagation du COVID 19, que toutes les personnes sans domicile fixe soient mises à l'abri car elles font partie des tranches les plus vulnérables de la population en raison de leur immense précarité.

Ainsi la CNT demande instamment la mise en application de ces lois déjà existantes dans le cadre de la protection des personnes sans logement, y compris celles qui ont des enfants et celles qui ont des animaux (chiens, chats).

D'une part, nous demandons au Préfet de la Sarthe qu'il fasse la demande au Maire du Mans de

la réquisition de logements vides, chambres d'hôtels et autres locaux qui comportent des SANITAIRES propres et en état de fonctionnement ainsi qu'une cuisine en fonction et que ces personnes sans domicile fixe soient traitées avec respect, ce qui inclus qu'elles ne soient pas mises par exemple à 10 dans un 20 mètres carrés sans toilettes et sans cuisine.

Toute personne en État d'urgence Sanitaire a le droit d'être abritée, habillée, nourrie et soignée.

Ceci est simplement une question d'humanité.

Nous reviendrons, nous le reprendrons !



Lieu de résistance et d'auto-organisation sur le Mans,

le Chaudron, maison des grèves et des luttes a été évacué par la mairie du Mans ce jeudi 9 avril 2020. Basé à la Rotonde de la Maison des Syndicats et des Associations depuis le 05 décembre 2010 à l'initiative de gilets jaunes sarthois-es, ce lieu était l'espace où se réunissaient l'assemblée populaire ainsi que l'assemblée interprofessionnelle et interluttes 72 après chaque manifestation.

Un lieu chaleureux où l'on pouvait débattre, se restaurer, lire, jouer et croiser les migrant-es mis-es à l'abri de façon provisoire.

Un lieu autogéré que l'on aimerait voir se multiplier au Mans et partout où cela est nécessaire.

Nous reviendrons, nous le reprendrons !



Suite du texte de la page 05

(...) Premièrement, cet argumentaire est une pensée occidental-centrée qui s'ignore. En effet, comment prétendre que l'Humain est universellement mauvais puisqu'il détruit la planète, alors que des peuples entiers d'autochtones ont préservé pendant des siècles leur biotope, et ont continué de leur mieux à lutter contre les dommages des colons nouvellement arrivés ? Ces gens-là ne seraient-ils pas Humain-es ? Ou alors, le problème viendrait-il plutôt du capitalisme et de ses pendants impérialistes et colonialistes ? Non ?

Ensuite, toutes les sociétés auto-gestionnaires qui ont existé ou existent encore, à petite ou grande échelle, ont-elles déclenché des guerres ? Développé des pratiques fascistes ? Détruit leurs biotopes ? Laisse mourir des gens de malnutrition ou de pauvreté extrême ? Autre ? Spoiler alert : la réponse est non. Et ces sociétés sont pourtant définitivement composées d'êtres humains, fait de chair et de sang comme vous et moi. Alors ? L'Humain peut-il être confortablement taxé de tous les maux, de façon générale, universelle et incontestable, pour se draper derrière ce triste constat afin de fermer les yeux sur autre chose que son confort personnel ? À vous de voir, mais en ce qui me concerne, mon choix est fait.

Je n'ai pour l'instant évoqué que mes ressentis personnels, et occulté les autres statuts qui font également ce que je suis. À savoir, femme, mère, prof, et militante syndicale.

Que dire alors de toutes ces casquettes portées à tour de rôle et/ou simultanément par tout-e individu-e ?

En tant que femme, le confinement me rappelle inlassablement et jour après jour le rôle que le patriarcat m'a assignée sans mon consentement : être désirable. Oui, même confinée, une femme se doit de prendre soin d'elle, de soigner sa coupe de cheveux, sa tenue, son poids sur la balance et surtout ne pas céder à la faiblesse de cesser, ou seulement d'espacer, les séances d'épilation. Pour preuve les trop nombreux mêmes courant sur les réseaux sociaux sur les femmes avant/après confinement, et les bonnes tranches de rigolade qui vont avec. Des mêmes équivalents sur les hommes ? On en voit passer quelques uns par ci par là... mais c'est beaucoup moins drôle. Une femme avec du ventre est une femme qui perd en capacité de séduction, semble-t-il, alors qu'un homme avec son petit bidon de bière fera l'objet d'un article sur le si touchant «belly daddy», le rendant désirable au-delà de sa plastique normée ou pas. Une femme, c'est différent. Il y a des codes à respecter, voyez-vous. Ni trop grande, ni trop petite, valide évidemment, obligatoirement mince, (cf les fameux «Je suis grosse.» «Mais t'es belle quand même !» «J'ai dit que j'étais grosse, connard, pas que j'étais moche. C'est pas incompatible, merci de t'instruire.»), visage symétrique aux traits fins, propre, look travaillé, blanche de préférence, racisée à la limite à condition de ne pas être voilée, noire trop foncée, d'avoir de grosses lèvres, un nez

épaté et une coupe afro. Je résume et j'en oublie. Si t'es pas «académique» (De quelle «académie» au fait ? Ah oui, «Patriarchy University of Oppression Research», pardon.), tu sors du marché des «baisables par mec cis hétéro». Mince alors Notre principale ambition dans la vie, on en est toutes chamboulées ! (Non) Bref, soyons claire, je passe ma journée en pyj si je veux, je me maquille seulement quand j'ai envie, je bouffe ce qui me fait plaisir car seule compte ma propre opinion sur mon corps, et je m'épilai déjà rarement avant confinement, c'est pas pour commencer ces conneries maintenant. Mon conjoint ? Il ne s'en porte pas plus mal, merci de vous inquiéter de lui avant moi, et si ce genre de choses le contrariait, il n'aurait, en premier lieu, jamais pu devenir mon conjoint, parce qu'il m'aurait grave saoulée. CQFD. (En plus, vous voyez, je suis une «femme bien» en couple hétéro, pas comme ces salopes de lesbiennes et/ou ces pauvres femmes célibataires, obligatoirement malheureuses de l'être, parce que c'est bien connu, pas de félicité possible au-delà du couple hétéronormé. En fait, si. C'est même carrément possible, désolé.) Dans un autre domaine de la vie de femme, j'ai la chance infinie... Non, attendez... C'est pas une chance, c'est la normalité, c'est le cas inverse qui est anormal, en fait... de ne pas connaître de violences au sein de mon couple.

La suite de ce témoignage en intégralité sur le site de la CNT 72

"En tant que femme, le confinement me rappelle inlassablement et jour après jour le rôle que le patriarcat m'a assignée sans mon consentement : être désirable."

Perspectives

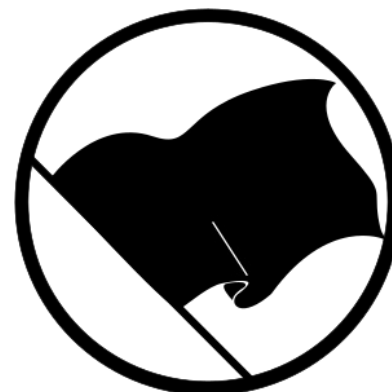
Retrouvez l'intégralité du texte
sur le site de la CNT 72

La crise du covid-19 a plusieurs liens directs avec les questions environnementales et déstabilise donc le mode de développement capitaliste qu'on appelle le productivisme.

Les perspectives proposées ici sont systémiques : elles ne répondent pas aux besoins immédiats dans le cadre de la crise sanitaire qui appellent bien-sûr des revendications immédiates en s'attaquant aux incompétences et aux déficiences graves de l'État. Il faut notamment en urgence exiger de renforcer les services publics de santé et appliquer le principe de précaution à

tout niveau en vue de préparer dès maintenant la prochaine pandémie. Il est aussi impératif de dénoncer le confinement répressif et autoritaire comme la seule solution à la lutte contre le virus.

Ce dont il est question pour une organisation révolutionnaire, c'est aussi de revendiquer un changement profond et de promouvoir une voie vers une société autogérée à économie socialisée.



COVID-19 et perspectives anarcho-syndicalistes pour une décroissance basée sur les libertés fondamentales.

Par un militant de l'union locale des syndicats CNT 72

Le coup d'arrêt au productivisme, une opportunité historique

Le productivisme est un système économique qui pousse à l'augmentation illimitée de la production. Dans le cadre capitaliste, il s'agit de la politique de l'offre : produire d'abord tout et n'importe comment, y compris sans tenir compte de l'expression des besoins sociaux,...]. La sur-production n'est qu'un mal nécessaire pour réaliser des profits en régime capitaliste. Le productivisme s'attache donc à mesurer l'augmentation (croissance) de la production transformée en profit sous sa forme monétaire à partir d'un indicateur : le produit intérieur brut (PIB). Peu importe donc l'exploitation de la nature et de l'humanité.

En amont de la crise actuelle, plusieurs

études avancent l'hypothèse que l'activité humaine est un des facteurs aggravants, voire à l'origine de l'apparition de virus de type zoonose, tels que celui-ci et de leur dissémination mondiale. Parmi ces causes, il y a le dérèglement climatique qui provoque le développement d'une agro-industrie extensive, à la recherche de nouvelles terres arables à coup de déforestation accélérée. Outre le fait que cela accélère en retour ce réchauffement climatique, la déforestation provoque une réduction de l'habitat naturel de la faune sauvage, ce qui multiplie les risques de contacts et de contamination de maladie de l'animal à l'homme, notamment par l'intermédiaire de l'élevage intensif. La propagation a

ensuite été favorisée par la mondialisation des échanges à flux tendus.

Pendant la pandémie, diverses observations médicales ont révélé que ce virus profitait pleinement des environnements où l'air est le plus pollué par les particules fines, celles-là mêmes qui sont accusées d'être à l'origine du réchauffement climatique. Ces mêmes particules sont d'ailleurs accusées en temps normal de causer des maladies respiratoires ou de les aggraver avec des conséquences mortelles, comme l'asthme, sachant que ces pathologies associées au covid-19 permettent également au virus de devenir particulièrement mortel.

"De ce point vue, il est donc possible de considérer cette crise économique comme une bénédiction"

En aval, dès lors qu'elle s'est déployée sous forme épidémique, la crise sanitaire a empêché salarié-es et consommateurs de se déplacer massivement dans les lieux de travail et les commerces, provoquant une chute importante de l'activité.

Elle a entraîné le développement du travail à domicile et la réduction drastique des déplacements automobiles, donc de l'exploitation extractiviste des moyens énergétiques. La consommation électrique a diminué de 20 %, entraînant pour la première fois l'arrêt de plusieurs réacteurs nucléaires.

Les conséquences environnementales furent immédiates ; diminution spectaculaire de la pollution de l'air, des nuisances sonores et des activités d'artificialisation des sols (construction, agriculture intensive), autant de facteurs du dérèglement climatique neutralisés. La faune a même pu occuper à nouveau certains espaces délaissés par l'être humain. Cette crise a également mit en évidence les

méfaits de la métropolisation, processus de concentration du capital dans des espaces à haute densité démographique où la combinaison de facteurs permet la création de valeurs ajoutées, en tant que mode de vie urbain que le confinement rend insupportable. Les plus aisé-es ont donc fui ces espaces tandis que les plus pauvres, entassé-es dans les copropriétés et les grands ensembles, ont cherché légitimement à échapper à la promiscuité. Un des aspects de ce mode de vie révélé par le confinement est en particulier que la productivité du travail a augmenté à domicile, et que le fait de l'importer et de le vivre chez soi apparaît pour ce qu'il est : une aliénation, faisant de tous et toutes des forçats.

En un mois, le PIB a donc chuté de 6 à 8 % sur l'année, 1,5 points par semaine de confinement. 36 % de l'activité économique française s'est arrêtée dont jusqu'à plus de 50 % de la production industrielle et quasiment toute l'activité commerciale non

essentielle à la survie humaine. La consommation a chuté de 50 % en une semaine. Il s'agit donc d'une courte expérience de récession aussi soudaine que brutale qui révèle à la fois que les atteintes à l'environnement sont dangereuses pour la survie de l'espèce humaine et combien le modèle économique contemporain, le productivisme capitaliste, en est une des causes majeures.

De ce point vue, il est donc possible de considérer cette crise économique comme une bénédiction, un coup d'arrêt providentiel qui montre à la fois les dégâts du productivisme et les bienfaits à en sortir. Il serait alors souhaitable de prolonger cet arrêt général pour sortir du capitalisme en le transformant en un véritable processus de décroissance. Mais le moyen utilisé pour obtenir cette pause, à savoir une décision venue d'en haut et l'instauration d'un état policier, est insoutenable sauf à courir le risque de vivre en enfer. Et surtout ce n'est pas de la décroissance.

" Mais le moyen utilisé pour obtenir cette pause, à savoir une décision venue d'en haut et l'instauration d'un état policier, est insoutenable sauf à courir le risque de vivre en enfer. Et surtout ce n'est pas de la décroissance."

Le monde d'après, la réponse de l'État et des capitalistes.

[...] Et pourtant, ce qui se profile à l'horizon, c'est un discours qui assimilera cet énième crise du capitalisme à une « décroissance » et, comme en 2008, les privilégiés du système et ceux assez naïfs pour les croire affirmeront que seule la reprise rapide et intense de la croissance

permettra de redonner à toutes une vie digne. Il est aussi probable que les gouvernements nient la dimension environnementale du virus. L'objectif sera d'éviter qu'une dépression ne suive une récession, comme cela s'est produit dans les années 1930. Comme le rappelait

Schumpeter, « Un capitalisme sans croissance est une contradiction dans les termes ».

Par conséquent et en second lieu, la voie proposée par les états et les capitalistes reposera sur une combinaison entre plusieurs leviers :

- Le maintien temporaire des capacités des services publics essentiels comme la santé, l'éducation et des allocations sociales diverses (indemnités chômage, minimas) qui permettront d'assurer le renouvellement des forces de travail nécessaires à la reprise économique, [...].

- Les interventions des banques centrales et des banques nationales pour renflouer les pertes sur les marchés financiers [...]. Ces mêmes banques sont aussi menacées par les défauts de paiements des entreprises et des ménages qui ne pourront pas rembourser leurs prêts.[...]

- dès la crise passée, l'État et les capitalistes chercheront à mettre à contribution ceux qui sont habituellement utilisés comme variable d'ajustement pour reconstituer les taux de profit et désendetter l'État : les ménages contribuables, d'abord les salariés-es.[...]

- les outils politiques installés pendant la crise sanitaire serviront à réprimer les libertés collectives et à empêcher la contestation sociale. L'état d'urgence sanitaire est certes une aubaine inespérée pour instaurer les dérogations aux droits du travail. Mais il est aussi un bon moyen

d'installer une société sans toutes nos libertés et une société de la surveillance généralisée des espaces publics, réels et virtuels. Aux forces d'occupation et de l'ordre qui chassent et harcèlent la population dans les rues répondront les forces d'occupation et de l'ordre sur internet qui repéreront les écarts de langage et les récalcitrant-es afin de les réduire au silence, d'abord par la censure puis par les procédures juridiques, en invoquant le devoir de réserve ou les accusations de diffamation et d'injures publiques, voire d'incitation à la haine.[...]

Revendications pour un 1er mai révolutionnaire et combatif.

A l'opposé de la volonté de rétablir les profits et de la croissance par tous les moyens, nous affirmons qu'il faut au contraire entériner les destructions d'emplois et/ou les défaillances des entreprises considérées comme inutiles socialement et nuisibles écologiquement, à commencer par les compagnies aériennes, les industries automobiles, nucléaires et de

l'armement.

Nous affirmons qu'il n'est pas utile ni souhaitable de rétablir toute l'offre de produits et de services antérieurs mais de maintenir à ce niveau bas toute la consommation des ménages.

Nous demandons à ce que les établissements financiers sans trésorerie déposent le bilan et que l'argent qui leur

était destiné servent à garantir l'épargne des ménages concernés.

Nous l'attendons parce que nous voulons stopper l'agression de la nature en raison des risques pour l'espèce humaine et mettre à terre une grande partie de l'appareil productif capitaliste qui le permet.

"Un capitalisme sans croissance est une contradiction dans les termes."

"Cette liste de revendications est une proposition à débattre partout, dans les syndicats, dans les sections, les assemblées générales, dans les différents cercles politiques favorables à un autre monde."

La mise en œuvre d'un tel programme pour qu'il devienne de la décroissance doit s'anticiper pour être accompagné des mesures suivantes, non pas de manière subie mais assumée et pleinement consentie. Cette liste de revendications est une proposition à débattre partout, dans les syndicats, dans les sections, les assemblées générales, dans les différents cercles politiques favorables à un autre monde :

Face aux risques de laisser l'État déterminer seul quels sont nos besoins essentiels, nous revendiquons la création dans chaque échelle administrative, communes, intercommunalités, départements, régions et ministères, de conseils de travailleur·ses et de consommateur·ices pour définir nos besoins et lister quelles sont les activités économiques et les services publics utiles socialement. Les critères écologiques, tels que les distances parcourues, et de dignité au travail, tels que la rotation des tâches, seront bien sûr déterminants dans ces choix de technologies et de productions.

Face aux risques de chômage et de paupérisation massifs, nous revendiquons l'instauration d'un revenu minimal garanti pour toutes les personnes privées d'emploi, en formation ou à temps partiel. Ce revenu sera nécessairement équivalent au revenu plancher du seuil de pauvreté en fonction de la taille du ménage. Cela implique un relèvement du montant de tous les salaires minimum à un niveau au moins équivalent à 60 % du revenu moyen et d'imposer un plafond de rémunération.

Face à l'inégalité entre les salarié·es, actif·ves rémunéré·es peu ou pas épanoui·es et d'autres formes d'activité non lucrative, actif·ves non rémunéré·es fortement épanoui·es, nous revendiquons une baisse drastique du temps de travail, 28 h par semaine réparties sur 4 jours et un départ à la retraite à 55 ans. Ces limites évolueront en fonction de la productivité pour satisfaire nos besoins sociaux essentiels.

Face à la tentation de relancer la production industrielle et la consommation, nous revendiquons la gratuité totale de tous les produits et services utiles socialement et dans des quantités jugées suffisantes pour chacun·e, c'est-à-dire au minimum selon nous, la santé, l'éducation, l'eau, l'énergie domestique, les transports en commun, la nourriture non transformée.

Face au gaspillage et aux pollutions, et pour financer la gratuité, nous revendiquons de renchérir le mésusage en le taxant, c'est-à-dire la consommation de produits soit considérés comme inutiles socialement, soit produits sans respecter les normes de dignité au travail ou environnementales, ou soit dépassant la quantité jugée suffisante par personne.

Face à notre dépendance vis-à-vis des réseaux de distribution et des producteur·ices industriel·les qui nous exposent à des pénuries, nous revendiquons la création et le soutien collectif de tiers lieux permettant l'autoproduction et le recyclage. Les locaux vacants, les machines sous utilisées, les terrains et parcelles en

jachère ou les jardins familiaux sont à exproprier et/ou à partager entre de petits groupes de volontaires afin de devenir le plus possible autosuffisant·es et auto-organisé·es, au niveau alimentaire en particulier, mais aussi quant aux déplacements à l'aide de véhicules privés.

Face aux diminutions de recettes fiscales et de cotisations sociales qui sont des revenus socialisés sous formes de services et de produits gratuits, nous revendiquons la fin des régimes d'exonérations des cotisations sociales ou de subventions, dès lors qu'une entreprise est rentable, la taxation du profit à hauteur de 50 %, c'est-à-dire des excédents nets d'exploitation avant versement des dividendes, la taxation des fortunes, de l'héritage et des produits de luxe ainsi qu'une plus grande progressivité de l'impôt sur le revenu.

Face à l'incompétence et à l'irresponsabilité sociale des états et du patronat dans leurs gestions de crise, nous revendiquons une démocratisation des processus décisionnels sur les lieux de travail et dans les instances de gestion des budgets sociaux. Cela signifie qu'il faut un droit d'accès aux informations stratégiques et un droit de veto des représentant·es syndicaux·ales et des conseils de consommateur·ices et usager·ères, voire l'exclusion du patronat dans ces processus et ces instances. Cette démocratisation repose également sur la définition de mandats et de révocabilité des délégué·es.



Information de lutte contre les violences patriarcales en Sarthe Agir contre la violence pendant et après le confinement

Les violences patriarcales traversent la société. Elles se croisent avec les autres violences (racistes, sociales...). Elles n'épargnent aucun milieu. Au sein de toutes ces violences, on va parler de violences conjugales. Là encore, il est plus difficile de partir quand l'extérieur du foyer est violent et discriminatoire. Ces violences peuvent être, individuellement ou plusieurs à la fois : verbales, psychologiques, physiques, sexuelles, économiques, administratives, matérielles. Les partenaires auteurs de violence sont plus nombreux et plus violents en temps de confinement. Et ce dès la 1ère semaine. Quand on subit des violences, on met en place des stratégies pour y faire face. Confinée ou pas, il n'est pas interdit de fuir, si on le sent et quand on le sent. L'emprise de l'auteur de violence est plus ou moins visible mais elle est présente. Souvent l'agresseur humilie, fait peur, dévalorise, isole, culpabilise, renverse la faute et fait taire. C'est donc l'inverse qu'il faut essayer de faire :

Écouter, parler, permettre la parole, respecter, revaloriser, déculpabiliser, créer du lien, (se) protéger, (aider à) préparer le départ.

Rappels

- On peut renouveler ses traitements et sa contraception avec une ordonnance déjà utilisée.
- La plupart des lieux habituels pour des IVG restent ouverts. Ils ont des places et adaptent les procédures au confinement. Par exemple : Centre Hospitalier du Mans – Service orthogénie IVG : 0243432448 / Centre de Planification ou d'Éducation Familiale : 0243833920 / Pôle femme-mère-enfant Aliénor : 0243434343 / Planning Familial : 0243249184
- Les documents, titres de préfecture et de CMU expirant ont leur durée allongée de 3 mois.
- Dispositif d'alerte de la police, dans toutes les pharmacies : mot-clé à faire passer aux pharmaciennes «Masque 19 »
- Délai de réalisation des IVG médicamenteuses hors milieu hospitalier prolongé ponctuellement de deux semaines, soit jusqu'à la 9^e semaine d'aménorrhée.
- Pour les mineures : autorisation parentale non nécessaire pour IVG médicamenteuse, seulement présence d'un-e accompagnant-e majeur-e et entretien psychosocial avec un-e conseiller-ère conjugal-e et familial-e obligatoire.

**Que faire pour
permettre la parole,
être disponibles,
protéger et préparer le
départ ?**

Maintenons un contact régulier par téléphone ou réseaux. Prenons des nouvelles, rendons-nous accessibles.

Offrons une écoute qui valide les ressentis et les capacités d'agir de la personne. Ne jugeons jamais ses choix. N'hésitons pas à poser la question : Tu subis des violences ? As-tu besoin de quelque chose ? Et déculpabilisons toujours : Tu fais bien d'en parler. Ce n'est jamais de ta faute. Ne faisons pas « à la place de la victime », respectons ses rythmes et ses décisions. Prenons toujours la situation au sérieux. Restons disponibles pour réfléchir à des stratégies de protection, en fonction du contexte. Proposons si besoin : d'accueillir, de garder des preuves, de se renseigner sur les droits, de soutenir financièrement... Informons sur la loi et les structures féministes d'accueil.

EN SARTHE, ASSOCIATIONS D'ACCOMPAGNEMENT ET D'ENTRAIDE :

TARMAC : 0272164570 http://tarmac.asso.fr/?page_id=95
ÊTRE COMME TOUT LE MONDE – Saint Mars La Brière : 0652231852
CLIC Huisne et Braye – La Ferté Bernard : 0243607823
CIDFF de la Sarthe : 0243541037 cidff72@orange.fr <http://sarthe.cidff.info>
Femmes Solidaires : 0783188789 femmessolidaires72@free.fr
Mouvement du Nid 72 : 0678596478 paysdeloire-72@mouvementdunid.org
<http://www.mouvementdunid.org/> [Delegation-de-la-Sarthe](#)
SOS Femmes Accueil 72 : 02 43 78 12 75 sosfemmes72@orange.fr

NUMÉROS NATIONAUX GRATUITS :

(Ne raccrochez pas. C'est parfois long, gardez courage...)

Urgence médicale 15 ou 112 (ou 114 SMS discret)	Urgence hébergement 115 (plutôt le matin) Vous êtes prioritaires
Pompiers 18	Violences conjugales 3919 9h-19h
Police 17	Enfance en danger 119 24h/24

Se renseigner : <https://www.stop-violences-femmes.gouv.fr/>
www.ecouteviolencesconjugales.be

Participons à la responsabilisation des auteurs. Refusons de cautionner leurs actes, refusons de banaliser les violences. Protégeons les vies, pas les profits.

EXIGEONS :

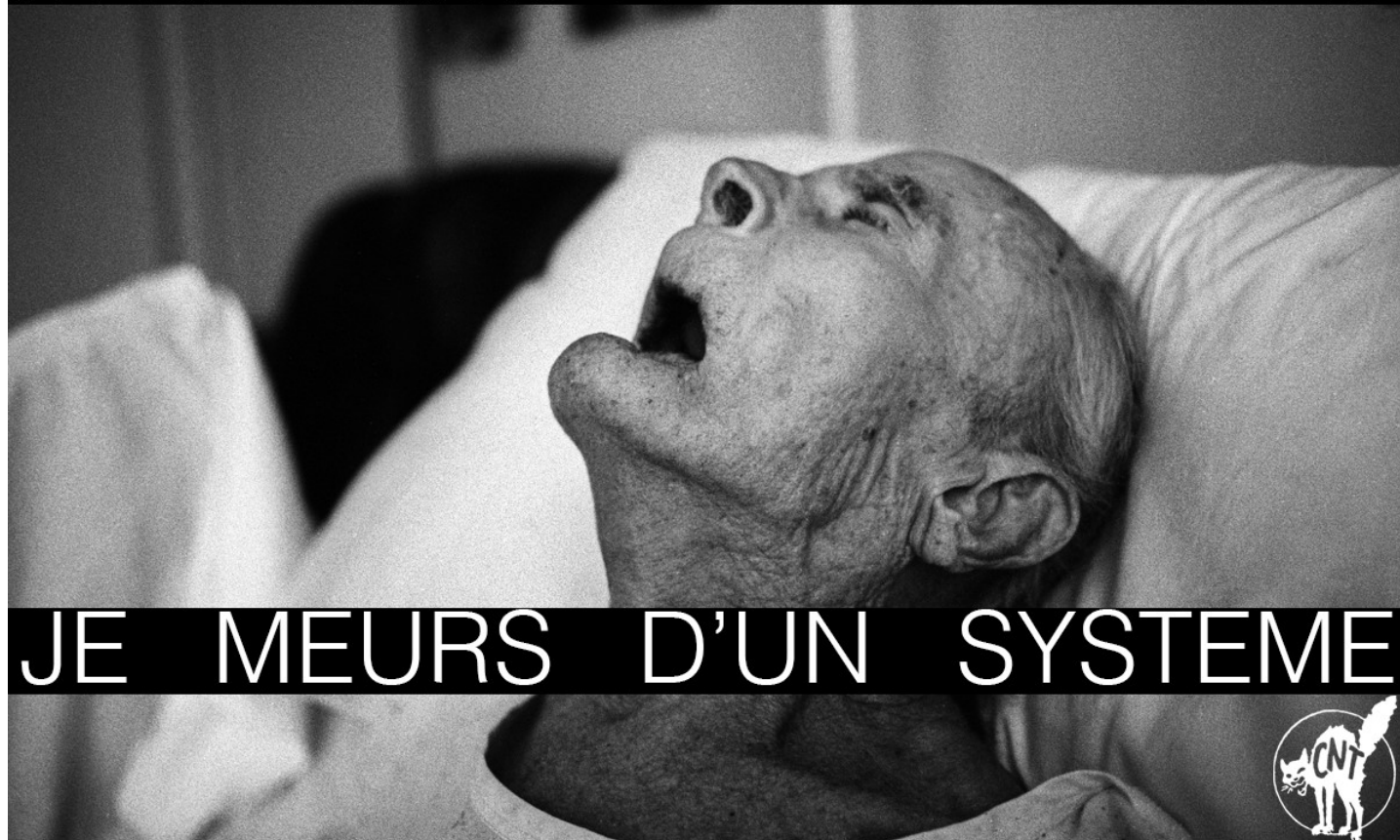
Les associations, les collectifs et des services institutionnels luttent depuis des années pour une augmentation des moyens accordés par l'État à la lutte contre les violences patriarcales.

- l'investissement de moyens publics pérennes dans la lutte contre les violences systémiques, violences contre les femmes, les enfants et les minorités de genre.
- l'application de la législation en cours et la recherche d'un cadre légal qui envisage la violence de genre et ses effets dans son ensemble.
- la formation généralisée des professionnel·les aux questions des stéréotypes et violences de genre.
- une éducation affectivo-sexuelle réelle des enfant·es et adolescent·es, tout au long de la scolarité.
- la réquisition de tous les logements vides pour en faire de véritables logements sociaux autonomes, à destination des personnes dans le besoin.
- l'investissement massif dans les services publics et les services de proximité.
- la revalorisation de tous les domaines du travail reproductif (soins tout au long de la vie, éducation, garde, alimentation, soutien...).
- une politique volontariste d'égalité salariale et de revalorisation des bas salaires (temps partiel et temps plein).
- la régularisation immédiate de toutes les personnes demandeuses d'asile, sans-papiers...
- une vraie politique sanitaire de santé publique et de santé sexuelle et reproductive, qui arrête d'invisibiliser les femmes et minorités de genre.
- l'individualisation de tous les droits sociaux, sans perte de revenu.

**Temps de crise ou pas,
contre les violences, soyons solidaires et féministes !**

UL CNT Sarthe
UCL Sarthe

JE NE MEURS PAS D'UN VIRUS ...



JE MEURS D'UN SYSTEME



Sommaire

- Page 1 Edito; Assigné-es à résistance
- Page 2 Assemblée interprofessionnelle et interluttes 72
- Page 3 Initiatives populaires !
- Page 4 Expressions libres
- Page 8 Perspectives
- Page 12 Informations de luttes contre les violences patriarcales
- Page 14 Je ne meurs pas d'un virus...



<http://cnt72.lemanscipe.lautre.net>
interco72@cnt-f.org